

La vie comme elle se tend



Quels que soient le devenir ou le sort que connaîtront, dans les temps à venir, et peut-être plus promptement qu'on ne l'imagine, son président, ses ministres, ses parlementaires et leurs affidés du dispositif médiatico-politique qui les soutient, le régime de la Macronie benallière fera cas d'école dans l'histoire de la V^e République comme illustration même de l'abjection politique. En bientôt trois ans d'exercice du pouvoir, ce régime a, en effet, battu avec une telle constance tant de records d'arrogance, d'ignominie, de médiocrité et de bêtise gouvernante que sa place au palmarès est déjà acquise. Car tout est là de ses bassesses, systématiquement cataloguées au quotidien sur les réseaux sociaux et les médias alternatifs, pour qui veut savoir, dans le détail, de quoi le macronard est le nom : en clair, d'une dérive sans limites vers le tout-État ultralibéral autoritaire où le flic robocopisé et le journaliste *mainstream* sont devenus les deux figures les plus honnies d'une population qui, malgré la terreur qu'inspire le premier et les justifications que lui trouve le second, n'en persiste pas moins à penser, très majoritairement, que cette contre-réforme des retraites que le macronisme nous a concocté et le monde qu'elle annonce légitimement par avance que la vie se tende jusqu'à rompre, de quelque manière que ce soit, le front du mépris d'un régime si détestable.

Du pouvoir comme algorithme : la fin d'un consensus

« On ne sait plus quoi écrire tellement c'est la merde ! »... Ce lapidaire message, on pouvait le lire, lors d'une récente manifestation intersyndicale parisienne, sur une pancarte en carton confectionnée à la hâte. À vrai dire, on ne sait plus quoi faire non plus, mais on cherche, on carbure, on invente, on tente, on rate, on se reprend, on repart. Au fond, la bonne nouvelle de ce moment exceptionnel d'histoire, c'est qu'elle fait désormais sens, cette histoire, pour tout le monde, qu'elle est lisible jusqu'à *crever les yeux*. Le logiciel du « nouveau monde » est programmé pour que la servitude néo-libérale nous soit imposée par la terreur et la force brute. La logique de ce pouvoir algorithmique est mortifère, destructrice, ravageuse. Elle ne négocie rien ; elle arase. L'avantage, et c'en est vraiment un, c'est que, ce faisant, elle dissipe les anciennes aspirations au partenariat et au dialogue social. Intégriste, le néo-libéralisme devenu ultra-libéralisme autoritaire montre enfin son vrai visage, celui de l'horreur économique casquée, celui de sa prétention radicale à *refaire l'homme* comme *homo oeconomicus* en le déracinant, en le privant de toute trace d'humanité

ancienne. Car, comme dans le totalitarisme stalino-maoïste, la dimension anthropologique de l'ultra-libéralisme autoritaire, novlangue comprise, relève d'un cauchemar revisité où l'« humanité efficace » des « premiers de cordée » pousse tous les autres vers l'abîme.

D'ici, il faut finalement rendre grâce à Macron et à sa bande de fanatiques d'avoir révélé à ce point et si rapidement la nature même du système qu'ils servent et dont ils se servent. Certes, la « merde » est bien là, débordant de la fosse à purin d'une idéologie folle et follement portée par une caste politique de petits marquis de caricature convaincus qu'il suffira, sur la distance, que sa milice humilie, écrase, mutile, terrorise ses opposants de tous bords pour finir par les lasser. Car là est l'autre caractéristique de cette caste : l'évidence de sa bêtise politique et de son ignorance historique. On savait, bien sûr, les effets de l'enseignement de l'inculture managériale sur les bourgeoises générations montantes d'aspirants au pouvoir. La Sarkozie et la Hollandie nous en avait même fourni quelques exemples gratinés. Mais ce qui frappe, pour le coup, c'est le caractère massif de la crétinerie jusqu'au-boutiste des robots « larémisés » de la République benallière. Au point de figurer, avec les éditorialistes *mainstream*, l'échantillon d'humanoïdes le plus chimiquement pur qui soit de cette postmoderne bêtise en marche qui n' imagine « les gens » que comme ils sont eux-mêmes : bêtes à manger du foin.

Longtemps il y eut, derrière le mot consensus, plus qu'une manière de laisser gouverner la seule expertise, l'idée construite d'un monde rendu si homogène par la globalisation que le *sens du pouvoir* devait faire *sens commun*, qu'aucune alternative que celle-là même qu'il incarnait – la reddition au capital financier – ne pouvait être envisagée. De là, la quasi-similitude d'inspiration des politiques de démantèlement des services publics, de réductions budgétaires et de privatisation menées, depuis quarante ans, par la droite et la gauche de gouvernement. La nouveauté, avec ce pouvoir algorithmique de la Macronie supposément triomphante, c'est cette folle conviction fondatrice qui fut la sienne, et qu'on pourrait énoncer ainsi : une fois électoralement réduits à néant l'influence et les réseaux de l'ancienne caste (de droite et de gauche), le seul logiciel de gouvernance applicable serait celui de l'expertise mise au service exclusif des intérêts de la finance. C'est ainsi que, sûr de sa mission et idéologiquement bétonné dans son dogme ultra-libéral, il s'est de lui-même installé dans une posture de rupture radicale du vieux *consensus français* et des marges de négociation chaque fois plus ténues qu'il laissait encore au corps social – ou plutôt à ses corps intermédiaires syndicaux. Et c'est là que la bêtise à front de taureau de ses chargés de besogne se révèle si inédite et si majusculement visible qu'à défaut de connaître l'histoire, ce pouvoir, qui aurait pu se contenter comme ceux qui l'avaient précédé d'élargir un peu plus le champ – consensuel – d'influence de la servitude néo-libérale, crée les conditions les plus objectives qui soient pour que lèvent les populaires colères, et que ça branle dans le manche comme jamais depuis très longtemps.

Dissensus, déplacement et devenir...

Cela fait bientôt seize mois que, fondateur, le mouvement des Gilets jaunes a posé les bases d'un *dissensus général* qui, depuis, d'adjonctions en convergences, ne cesse de progresser en attaquant le mur du mensonge dominant, et ce faisant reconfigure, sur le temps long, une nouvelle manière

d'ouvrir des perspectives, de penser la question sociale, de nourrir la résistance du commun. Oui, cela fait bientôt seize mois que le dissensus se répand, se métamorphose, s'agrège, se recompose, prospère.

C'est là un constat suffisant pour envisager cette époque comme celle où est en train de se produire une rupture majeure d'imaginaire aux conséquences aussi prometteuses qu'imprévues. Dès lors, le temps ayant passé l'éponge, il importe peu, désormais, de continuer à regretter les retards à l'allumage de l'hiver dernier, et plus particulièrement l'erreur historique d'analyse du gauchisme théorisateur, de la radicalité sans risque et du basisme syndical, qui, aux premiers temps émeutiers des Gilets jaunes, passèrent leur tour, si occupés qu'ils étaient à traquer la pureté introuvable d'un mouvement éminemment, et heureusement, impur. L'histoire a déjà jugé : les avant-gardes supposées n'ont d'utilité que pour ceux qui s'en disent et qui, parfois, en vivent. C'est leur raison d'être dans l'histoire illusoire de leurs propres illusions.

Sur un autre plan, et malgré le courage et la détermination des grévistes de la RATP, des cheminots et, dans une moindre mesure, des travailleurs de l'énergie, des raffineries, des ports et docks, de l'Éducation nationale et de quelques autres secteurs, il faut bien constater que le mouvement de grève initié le 5 décembre ne s'est pas généralisé. Il s'est arrêté – après presque deux mois de grève active tout de même, à la RATP notamment – faute de relais. On se souviendra que l'une des principales originalités du mouvement des Gilets jaunes fut précisément, à travers une stratégie inédite de blocage du pays par l'occupation de ses ronds-points, de tenter de contourner cette perte de centralité d'une classe ouvrière suffisamment atomisée pour n'être plus capable, désormais, de créer à elle seule un rapport de forces suffisamment conséquent pour s'imposer. Il reste ici ou là un fort désir de régénération de la grève et, face aux hésitations des directions syndicales formant l'Intersyndicale, une volonté, portée notamment par la Coordination RATP-SNCF, de partir des bases les plus décidées pour remettre le couvert au printemps. On verra ce que cette initiative peut donner. Après tout, personne ne s'attendait, il y a peu, à ce que les avocats reprennent aussi massivement et avec une telle détermination la torche de la lutte contre le projet de contre-réforme des retraites en se réappropriant le chant des Gilets jaunes. Comme personne ne s'attendait à ce que, en un seul jour, des « sans-papiers » Gilets noirs soutenus par la CNT-Solidarité ouvrière, parviennent, après avoir occupé le futur siège du *Monde* – la *Pravda* du macronisme – à faire en sorte que son patron, dont la réputation risquait gros, convoque la société Eiffage, maître d'œuvre de leur exploitation éhontée, afin qu'elle régularise sur-le-champ leur situation.

Ce qui apparaît déjà, c'est que rien ne cesse vraiment, que tout se transforme en une sorte de permanente *grévillia*... Les grévistes ont repris le travail sans être vaincus. Les caisses de grève ont été alimentées comme jamais. L'action directe, c'est-à-dire directement exercée par ceux qui la décident, se voit chaque jour réinventée, expérimentée, dans divers blocages, occupations, coups de main, manifs sauvages, défilés festifs, initiatives diverses plutôt bien pensées et intelligemment menées où syndiqués de base de diverses corporations, Gilets jaunes, écologistes radicaux, autonomes, artistes, profs et avocats font cause commune. En clair, la conviction s'arrime qu'il n'est d'autre manière que le *déplacement* pour sortir de « l'inanité tendancielle du jeu démocratique institutionnel » (Lordon). En clair encore, la base sociale du refus de la contre-

réforme des retraites – et au-delà de la casse systématique des conquits sociaux – est en voie d'élargissement permanent. Ce qui se joue, sous nos yeux et à travers nos présences sans autre appartenance que celle qui nous relie au mouvement réellement existant, c'est peut-être une issue possible à cette perte de centralité de la classe ouvrière fondée sur la mission rédemptrice qui lui fut dévolue par le marxisme et le léninisme. Qu'importe aujourd'hui de savoir que tel ou tel « leader » ouvrier de base est labellisé NPA, qu'il s'active dans la mise sur pied de coordinations et qu'il n'exclut pas, par culture et savoir-faire, d'en prendre la tête ? Mais pour contrôler quoi ? Depuis les Gilets jaunes, la caractéristique du mouvement de révolte sociale, c'est l'horizontalité et le refus du *leadership*, et c'est assez nouveau pour être répété. Ce qui se reconfigure aujourd'hui, et qui doit beaucoup aux Gilets jaunes, c'est bien autre chose qu'un *revival*, une nouvelle forme de résistance plutôt, large, inventive, offensive, éclatée et insaisissable. En réalité, nous vivons un processus de cristallisation qui ne rejette personne. Car chacun a besoin de l'autre – même des très minoritaires parlementaires de la gauche institutionnelle – pour enrayer la machine à détruire de l'ultra-libéralisme autoritaire qui avait fini par se penser omnisciente, et donc omnipotente. L'autre, c'est celui ou celle qui, participant à la cause commune, s'y inscrit à sa place et de quelque manière que ce soit. C'est là une perspective supplémentaire ouverte par les Gilets jaunes : rien ne nuit qui contribue à bloquer la machine à détruire. Le choix des moyens appartient aux seuls acteurs coalisés, voire associés, qui s'entendent pour choisir leur terrain d'intervention. Fini le temps des anathèmes, des condamnations, de la parole péremptoire, des orthodoxies ! Et c'est heureux. L'heure est venue de l'écart radical d'avec tous les présupposés théoriques abstraits de l'émancipation non engageante. Ils ont d'ailleurs été balayés par le mouvement de la vie même. Que cet improbable mouvement ait réinventé, à partir de sa propre expérience, des pratiques et des méthodes aussi essentielles que l'horizontalité, l'action directe, le mandat impératif ou la révocation, suffit à l'inscrire de manière évidente dans la plus claire perspective émancipatrice qui soit. La suite a prouvé qu'il avait suffisamment marqué les consciences pour que son *devenir*, entendu comme capacité d'intervention auto-transformatrice, prospère, sous des formes encore insoupçonnées, dans le climat d'insubordination générale de cette grévilla d'exception qui s'inscrit dans le temps long des révoltes logiques.

« Ils nous ont tout volé, même la peur »...

Ce slogan que l'on crie dans toutes les villes du Chili, nous pourrions le faire nôtre ainsi réadapté : « Ils nous volent tout, même la peur. » Car, si la France n'est pas (encore) le Chili et que nous n'avons pas (encore) tout perdu, il faut bien constater que, de Pinochet à Sebastián Piñera – en passant par toutes les variantes locales de la démocratie chrétienne et de la social-démocratie –, c'est bien au Chili que le programme de l'ultra-libéralisme autoritaire de Milton Friedman et de ses Chicago Boys a été appliqué pour la première fois dans toute son étendue ravageuse. Et c'est de ce même programme, de cette même méthodologie dont s'inspirent Macron et sa bande pour systématiser, en France, le démantèlement des conquits sociaux et durcir la gestion policière des multitudes protestataires qui résistent à leur folle logique de la terre brûlée.

Cette question de la peur reste centrale pour comprendre de quoi le néo-libéralisme mutant en ultra-libéralisme autoritaire est capable quand le monde

de merde qu'il incarne se voit massivement contesté dans la rue. Si l'on admet – et comment ne pas l'admettre ? – que le niveau de violence est toujours fixé par le pouvoir, celui des macronards, ultra-minoritaire dans l'opinion, n'avait, au plus chaud de la montée en puissance des Gilets jaunes, que deux options : se démettre ou laisser quartier libre à sa police, en l'assurant par avance de couvrir tous ses excès, pour qu'elle mate *in vivo* la chienlit. Quand on sait que les compagnies de l'insécurité structurant cette police n'ont le plus souvent de « républicaines » que l'appellation (CRS) dont elles ont hérité, en 1944, après dissolution des très vichystes Groupes mobiles de réserve (GMR) et que, de surcroît et comme pour boucler la boucle, elles abritent, dit-on, en leur sein nombre de casqués sous influence lepéniste, on comprend que cette stratégie macronarde de la tension, fondée sur l'organisation et la légitimation de la terreur, ne pût qu'inspirer la peur. Et elle l'inspira. Nettement. Mais elle prouvait surtout que cette démocratie du « nouveau monde » était prête à tout, y compris à muter en démocratie, pour se maintenir au pouvoir et en toucher les prébendes, à charge pour lui de démanteler, pièce par pièce, ce qu'il restait d'une République qui se voulait aussi sociale. Cette caste, donc, elle-même paniquée par l'hypothèse probablement surévaluée de l'émeute jaune triomphante, décida de s'ébrouer de sa petite légitimité électorale, pour beaucoup acquise par « antifascisme » d'urne de second tour, pour se livrer à cette police qui lui sert désormais de dernier rempart. Jamais probablement le cri « Police partout, justice nulle part » n'aura été si approprié pour décrire ce pays tel qu'il est devenu sous Jupiter : une caserne où tous les coups sont permis, où aucune exaction flicarde n'est jamais sanctionnée, où le jaune est interdit sous peine d'amende sur les Champs-Élysées et racketté à chaque manif du samedi, où un préfet maléfique à képi décoré – qui se sait investi de tous les pouvoirs – peut se permettre de nasser une manifestation parisienne que personne ne peut quitter, de l'interdire sur-le-champ et d'éborgner celles et ceux qui, par force, se voient retenus dans le périmètre maudit.

Alors, oui, la peur est là qui saisit aux tripes, et elle a un effet direct, celui de faire baisser les statistiques de participation aux manif. « Essoufflement ! », disent les échetiers de la Macronie. Tu parles ! C'est simple comme bonjour, pourtant : s'il y a moins de monde, c'est que ceux qui ont peur ou l'âge d'avoir peur n'y sont plus. Parce qu'ils ont été terrorisés par le pouvoir de la milice (ou la milice du pouvoir). Comme les grévistes de cet hiver ont été sanctionnés comme jamais par leurs directions. Comme les piquets de grève ont été chaque matin attaqués, gazés par la police avec une telle véhémence que, de mémoire, aucun de ceux qui, d'un certain âge, venaient les soutenir ne se souvenaient avoir connu un tel niveau de répression. Comme des lycéens protestant contre les E3C se sont vu insultés, matraqués, mis en garde à vue, déférés pour un quelconque feu de poubelle.

Les flics ont désormais tous les droits. Il n'existe plus aucun sanctuaire. Ils rentrent où ils veulent, ils font ce qu'ils veulent. La démocratie, c'est ce qui est à mi-chemin entre la démocratie et la dictature. Nous y sommes. Mais voilà, ça ne change rien à rien. Ça continue de bouger. Ça se calme. Ça repart. La peur est toujours là, réelle, paralysante parfois. Elle peut durer longtemps, mais ce qui pointe, ce qui se profile, ce qui se construit dans l'hésitation, c'est la manière de la dépasser collectivement. C'est aussi une réflexion plus globale sur le débordement des anciennes formes, légales, de résistance à l'abjection, sous-

tendue par l'idée qu'il faut se préparer culturellement à l'affrontement en adoptant des formes d'action directe collectives susceptibles de disperser les dispositifs de répression.

Alors quoi ? On ne sait pas. Ce qu'on sait, en revanche, c'est que cette rupture qui fait aujourd'hui brèche géante dans le mur du consentement, marque la fin et le début d'une époque pour la communauté humaine entrée en dissidence. On sait aussi que le pouvoir accélère, que la vie se tend. L'utilisation du 49-3 en atteste. On sait encore que l'épidémie de coronavirus va probablement lui servir de prétexte pour interdire des rassemblements. On sait qu'il est prêt à tout pour pas grand-chose. Parce qu'il a déjà perdu, le pouvoir. En fait, la bête est nue. Elle est incapable de colmater la crise du régime-système qu'elle a elle-même provoquée. Le caractère mensonger de son discours est chaque jour plus perceptible. Ça fuit de partout. Plus rien ne tient de son monde. Seule la peur qu'il inspire. Mais jusqu'à quand ?



Les secrets de ces moments de révolte qui passent, on ne les perce que du dedans. Ils disent toujours l'attente d'un présent qui s'invente en redécouvrant des passages oubliés, d'anciennes voies passantes que les dominants nous ont dit impraticables. La quête est là ; elle est reprise d'histoire. Dès lors, la mesure du temps change. Nous lui fixons nos échéances à nous, et nous les voulons inattendues, contrariantes. Ce que nous vivons c'est un tremblement du temps où tout se défait des vieilles méthodes et où, par un effet de réenchancement, tout revient d'une plus ancienne mémoire de la confrontation. C'est sans regret que la sécession s'organise pour s'inventer, à la diable, ses formes modernes d'action directe. Les Gilets jaunes l'ont vite compris et, ce faisant, ouvert la voie de la reconquête des dignités bafouées. Toutes les raisons sont bonnes pour sortir des sentiers battus. On ne se défait du poids du déshonneur d'avoir été infiniment vaincus qu'en renouant avec les rêves et les pratiques de la Vieille Cause de l'émancipation. Il faut coaliser en dehors des anciennes appartenances. C'est à partir du réel morcelé de nos dépossessions et dans un mouvement convergent de passions partagées que se tisseront, d'acte en acte posés, les liens de nos associations choisies. Dans l'autonomie cultivée de nos approches, sans prétention à les unifier, sans théorie globalisante, de la manière la plus ouverte qui soit. Il s'agit de corrompre et d'user le présent de l'oppression pour éviter qu'il fasse avenir.

Freddy GOMEZ

– À contretemps / Odradek / mars 2020 –
[<http://acontretemps.org/spip.php?article754>]

